

# CARILLON

du quartier Saint-Sauveur



## RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE SAINT- VALLIER OUEST, UNE OCCASION MANQUÉE

Par : Catherine Rainville

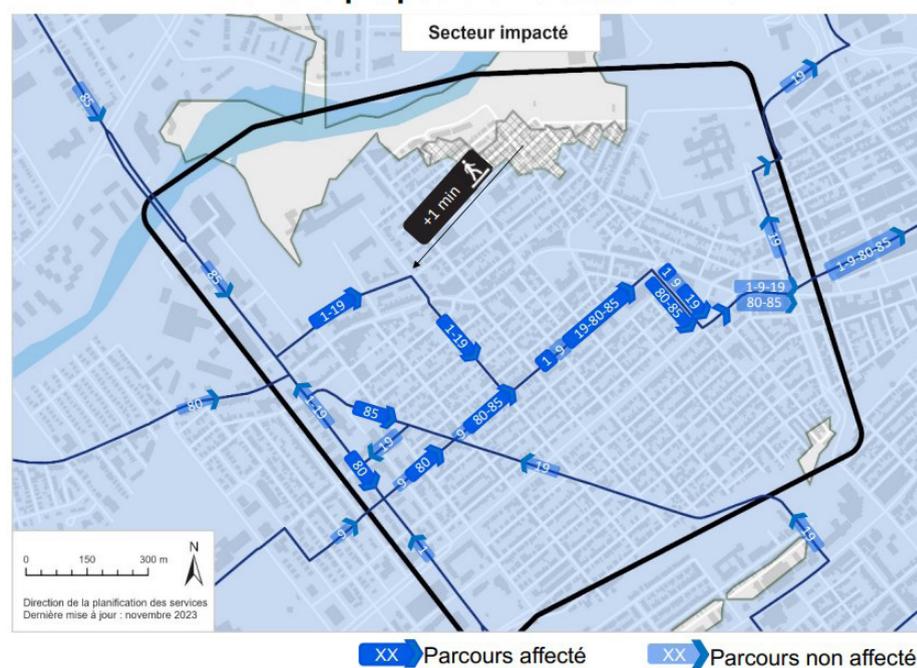
**Le soir du 7 décembre, la Ville de Québec a tenu une séance d'information pour annoncer le concept retenu pour la rue Saint-Vallier Ouest, destinée à être complètement réaménagée dès 2024 entre le boulevard Charest et la rue Marie-de-l'Incarnation. Elle présenta une transformation majeure aux nombreuses personnes sur place. La rue deviendra beaucoup plus verte, animée, agréable, sécuritaire pour les piétons·nes... et à sens unique vers l'ouest.**

Selon la Ville, il s'agit même de la première fois au Québec qu'un tronçon aussi important de rue, soit d'environ 2km, subisse un tel changement pour répondre aux enjeux climatiques et d'équité sociale de notre époque :

- enlever 16 % de l'asphalte et doubler les surfaces qui absorbent l'eau;
- augmenter le couvert végétal (la canopée) à 25 %;
- des trottoirs plus larges et sécuritaires répondant enfin aux normes d'accessibilité universelle, etc.

À première vue, ce projet est très beau. Les impacts positifs pour notre quartier semblent nombreux. Pourtant, l'enthousiasme n'était pas au rendez-vous pour une majorité de citoyens·nes. Ni le soir de l'annonce, ni de façon plus générale dans les jours suivants.

### Nouvelle proposition à tester en 2024



En 2024, la Ville et le RTC testeront de nouveaux parcours d'autobus direction est (vers le quartier Saint-Roch) devant être déplacés.

Image : Ville de Québec

La question se pose sérieusement : mais pourquoi donc un projet novateur avec autant de bénéfices pour Saint-Sauveur ne réussit-il pas à rassembler et à emballer la population à laquelle il est offert?

### La décision controversée du sens unique

Le problème central, c'est que la Ville a pris la décision à l'interne de convertir cette rue en sens unique. Cela n'a jamais fait l'objet de consultations, ni de réels échanges avec et entre les citoyens·nes.

En effet, lors des seules consultations au printemps 2023, le sens unique était déjà annoncé comme un élément non négociable. Cela, alors que ce scénario était présenté publiquement pour la première fois, avec ses avantages et inconvénients. Ensuite, chaque fois que la Ville et Pierre-Luc Lachance (l'élue municipal) étaient questionnés·es là-dessus, la réponse était toujours la même : « désolé, mais les travaux de réfection pressent, le projet est trop avancé pour que le sens unique soit remis en question. »

Suite aux nombreux commentaires reçus, la Ville semble avoir accepté d'étudier et de discuter du sens unique. Mais cela s'est toujours fait les portes fermées. Aucune information n'a été partagée à la population. Jamais celle-ci n'a été invitée à participer aux réflexions. Cette façon de faire est problématique.

(suite à la page 5)



**COMITÉ  
DES CITOYENS ET CITOYENNES  
DU QUARTIER SAINT-SAUVEUR**

**Comité de rédaction:**

Éloïse Gaudreau, Amélie Audet, Frédéric Jolly, Guillaume Béliveau Côté, Sarah-Jane Ouellet et Lux

**Coordination:**

Sarah-Jane Ouellet et Lux

**Collaborations:**

Danielle Lambert, Gabrielle Piquer, Frédérique Sénéchal, Catherine Rainville, Cyane Topalović Tremblay, Ève Sanfacon

**Conception des jeux:**

Frédéric Jolly

**Correction:**

Comité de rédaction

**Mise en page:**

Guillaume Béliveau Côté

**Photo page couverture:**

Mona Dery-Jacquemin

**Imprimé par:**

Les Publications Lysar, courtier en impression.

RÉAGISSEZ À L'UN OU L'AUTRE DE NOS ARTICLES:  
[INFO@CCCQSS.ORG](mailto:INFO@CCCQSS.ORG)

**VOUS SOUHAITEZ DEVENIR  
MEMBRE DU CCCQSS?**

Prénom \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

**Oui, je souhaite m'impliquer au CCCQSS**

Paiement:

- 3\$ (sans emploi & précaires)
- 5\$ (salarié-e-s)
- Je désire faire un don de \_\_\_\_\_ au CCCQSS\*

Prière de nous faire parvenir votre paiement au  
301, rue de Carillon, Québec, QC, G1K 5B3.

Les chèques doivent être émis à l'ordre du CCCQSS.  
\* Le CCCQSS peut émettre des reçus de charité.

**LE CCCQSS EST  
SUR INSTAGRAM**

@comite.quartier.saintsauveur

**Une nouvelle d'automne**

Afin d'annoncer ses intentions, le nouveau Front commun BVLV (Basse-Ville, Limoilou, Vanier) a fait parvenir une lettre au maire de Québec, Bruno Marchand, accompagnée d'une pétition signée par 726 personnes résidentes des quartiers concernés.

Ses revendications sont simples: une plantation et une déminéralisation (définition : action de retirer une surface minérale (asphalte, béton, ciment, pavé) afin de la remplacer par une surface végétale plus rapides et ambitieuses!



Les représentants-es du Front commun BVLV.

Photo : ELDJML

**LA MISSION DU CCCQSS  
AU SEIN DU QUARTIER**

Le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur est né en 1969 de la volonté de résidents et résidentes de se regrouper afin de défendre leurs droits et leurs intérêts dans le quartier. Depuis plus de 50 ans, il est à l'écoute des besoins des gens du quartier et il est sans cesse à l'affût des changements qui influencent leur qualité de vie. Il est vivant grâce aux gens qui s'y impliquent.

POUR EN SAVOIR PLUS : [CCCQSS.ORG](http://CCCQSS.ORG)

**Vous aimez Le CARILLON? Appuyez-nous!**



Le journal le Carillon est une initiative financée par le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur (CCCQSS) et les revenus publicitaires.

**VOUS VOULEZ APPUYER  
LE TRAVAIL DU COMITÉ DE  
RÉDACTION DU JOURNAL?**

**DEVENEZ MEMBRE DU CCCQSS  
OU FAITES UN DON!**

# POÈTE, CAMELOT ET AUTRES TÂCHES CONNEXES

Par : Lux

Allô, moi c'est Lux et je fais partie de ces gens qui distribuent le journal Le Carillon. Pour ma part, l'histoire a commencé en 2020, quand Sarah-Jane m'a mentionné que l'équipe cherchait à combler ses effectifs. J'ai répondu présent. Comme pour bien des gens au début de la pandémie, mon temps se divisait entre essayer de rester sain d'esprit en passant le temps de manière constructive. On nous disait de prendre des marches. De voir des gens à l'extérieur.

L'occasion était parfaite.

**DISTRIBUER LE CARILLON, C'EST EN GRANDE PARTIE ÇA :  
MARCHER ET RENCONTRER DU MONDE.**

Un des aspects les plus bénéfiques de cette première expérience fut de marcher en ayant un but précis. Activité rare pour moi en 2020. Quadriller les rues de mes pas, me laisser surprendre par les détails architecturaux de maisons jamais remarquées jusqu'à présent.

Saluer les gens en occupant pour la première fois depuis des mois un rôle actif dans le monde. Retrouver un sentiment d'adéquation. Respirer sans trop me sentir coupable d'exister.

J'ai réalisé aussi à quel point ce petit journal que je recevais chez moi depuis des années était lu et apprécié. Des personnes âgées m'attendaient parfois sur le pas de leurs immeubles barricadés,

en mode urgence sanitaire, et me remerciaient de faire un lien entre eux et le monde. Je ressortais de ces brèves rencontres bouleversé, habité par un sentiment de fierté mais aussi par une certaine colère. Je me sentais témoin direct de plusieurs inégalités, de différentes solitudes.

Ces impressions s'amplifiaient quand je passais d'une entrée à l'autre, remarquant la qualité des poignées de portes, des boîtes aux lettres.

**"DONT LES BOÎTES AUX LETTRES POILUES, QU'ON  
RETROUVE QU'AU CENTRE-VILLE!" (FRED, CAMELOT)**

L'odeur des cages d'escalier, l'éclairage. Les sons, aussi. Les voix, les airs de musique s'échappant des portes closes. Je sentais des cœurs battre à intensités multiples. Mes doigts noircis par l'encre déposaient le même petit journal à chaque adresse possible, sans distinction.

À toutes les fois où le Carillon paraît depuis ce début d'été pandémique, je m'implique de plus en plus dans l'équipe du comité. Le CCCQSS m'accueille comme un petit chat de Saint-Sauveur. Je fais partie du décor, je circule d'un projet à l'autre. Je participe à cette aventure avec gratitude et fierté.



Réception des journaux pour la distribution.  
Photo: Lux

# DES PARENTS FONT BOUGER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES ENFANTS

Par : Catherine Rainville

« Je trouve important que les gens sachent que ça, ça se peut! Que c'est possible de changer les choses », affirme Annie Mathieu. Annie habite dans le quartier Saint-Roch et s'implique dans le mouvement *Pas une mort de plus*. Elle a accepté de nous raconter le combat porté par ce mouvement depuis que la jeune Mariia Legenkovska, 7 ans, est décédée à Montréal après avoir été frappée par une voiture sur le chemin de l'école, le 20 décembre 2022.

## Pas une mort de plus, qu'est-ce que c'est au juste?

« C'est un mouvement citoyen composé de parents qui, après la mort de Mariia à Montréal, ont utilisé leur indignation collective pour dire aux autorités que c'était assez. Et qu'il y avait un réel enjeu d'insécurité autour des écoles, explique Annie Mathieu. Et que ce n'était pas quelque chose qui était souvent adressée. »

## Comment votre mouvement a-t-il commencé?

« Ici à Québec, nous étions des parents de l'école des Berges déjà mobilisés-es sur les enjeux de sécurité des enfants. On trouve que la rue Prince-Édouard c'est abominable comme rue. Elle est vraiment mal aménagée. »

Le lendemain de la mort de Mariia, ces parents indignés-es organisent une manifestation devant l'école des Berges. Celle-ci est largement couverte dans les médias. Des groupes de parents de Montréal les remarquent et les contactent. Tout le monde décide d'unir ses forces et de lancer un mouvement à la grandeur du Québec. « On avait le sentiment que nous n'étions pas les seuls-es à Québec et à Montréal à vivre ces problèmes-là. »

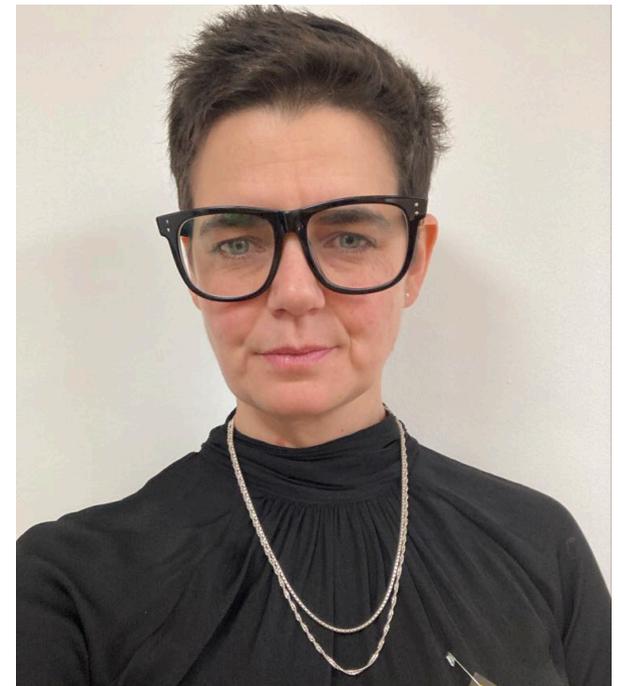
« Ce qui était fâchant, c'est que ce sont toutes des situations déjà signalées par les parents. Même chose pour la petite Mariia à Montréal : tout le monde savait que cet endroit-là était dangereux. Et deux jours après sa mort, les autorités ont installé des bollards! C'est vraiment choquant : faut-tu qu'il y ait des morts-es pour qu'on bouge enfin? », s'indigne Annie Mathieu.

## S'indigner, s'organiser et agir

Le mouvement citoyen prépare alors sa première action d'envergure pendant le temps des Fêtes 2022 : une manifestation nationale devant les écoles. La mobilisation, assurée surtout par le bouche-à-oreille, se répand à d'autres quartiers et à d'autres villes.

« À QUÉBEC, LE QUARTIER SAINT-SAUVEUR A EMBARQUÉ TRÈS RAPIDEMENT. IL Y A EU DES ACTIONS AUTOUR DES ÉCOLES SAINT-MALO ET MARGUERITE-BOURGEOYS. LA BASSE-VILLE A ÉTÉ SUPER BIEN REPRÉSENTÉE. »

Le matin du 24 janvier 2023, « ça a levé beaucoup plus fort qu'on aurait espéré! Ça nous a poussé à poursuivre. C'est un enjeu qui interpelle les gens. On s'est dit qu'il fallait aller le plus loin qu'on était capable. »



Annie Mathieu est citoyenne du quartier St-Roch et impliquée dans le mouvement Pas une mort de plus.

Image: Annie Mathieu

Dans les semaines suivantes, plusieurs nouveaux visages, issus des quatre coins du Québec, embarquent dans le mouvement citoyen. Celui-ci s'organise. Puis, il lance un appel à une deuxième manifestation nationale pour le 14 mars 2023.

Les autorités discutaient des radars-photos comme solution potentielle. « Les radars, c'est une bonne mesure temporaire. Ce qu'il faut surtout, ce sont des aménagements sécuritaires. Quand c'est bien aménagé, les voitures ralentissent et/ou ne circulent pas. C'est là que nos enfants ne sont pas en danger. Nous, les radars-photos, ça ne nous convient pas. », affirme Annie Mathieu.

Le mouvement *Pas une mort de plus* réalise aussi qu'il faut faire pression sur le gouvernement provincial. Celui-ci doit donner davantage de pouvoirs et d'argent aux municipalités, pour qu'elles puissent faire les aménagements sécuritaires revendiqués. Les parents préparent donc un projet de résolution municipale et réussissent à faire adopter des résolutions par plus d'une centaine de municipalités à travers le Québec.

## Des citoyens·nes dans l'arène politique

Les parents poursuivent leur mobilisation. Ils et elles organisent en avril 2023 une conférence de presse avec les députés·es de l'opposition, puis apprennent que des consultations auront lieu pour un nouveau plan gouvernemental sur la sécurité routière. Les parents réussissent à obtenir une rencontre avec Geneviève Guilbault, ministre des Transports et de la Mobilité durable.

« Nous, on demandait des changements majeurs. Nos revendications, c'était d'avoir davantage d'aménagements pour sécuriser les abords des écoles, d'avoir plus d'argent pour les municipalités et plus de souplesse dans les normes de conception des routes. Bref : quand il y a une école, il faut que ce soit aménagé de façon sécuritaire et que ce soit obligatoire. Il faut qu'on arrête d'être dans les mesures cosmétiques, comme les radars-photos et la surveillance policière. »

En août 2023, lors de la rentrée des classes, la ministre dévoile son Plan d'action en sécurité routière 2023-2028. Ce plan est assez ambitieux. Surtout, il inclut l'ensemble des revendications des parents !

## Considérez-vous que votre mission est accomplie?

« Quand on pense à l'idée de mettre sur la table l'enjeu de la sécurité routière autour des écoles sur le trajet scolaire, c'est mission accomplie assurément, se réjouit Annie Mathieu.

Oui on a gagné cette première manche-là, et là il faut que ça se concrétise sur le terrain. Mais c'est gros... il y a énormément d'écoles au Québec! Maintenant, ce qu'on vise, c'est d'être présent·es dans les décisions prises autour des écoles et dans tout ce qui reste à faire comme travail. »

## « Quel regard jettes-tu sur ce mouvement que vous avez créé depuis 9 mois? »

« Une grande fierté! Je me rends compte que c'est possible de changer les choses. Il faut y croire. Je trouve important que les gens sachent que ça, ça se peut! Si on n'agit pas, hé bien, c'est sûr qu'on n'obtiendra jamais rien.

L'autre chose, c'est qu'on a montré à nos enfants qu'on pouvait faire quelque chose et changer le monde. Ces actions-là, on les a faites avec nos enfants. Ils et elles ont goûté à l'implication citoyenne. C'est vraiment extraordinaire de léguer ça à nos enfants. »



L'école Saint-Malo est située directement sur la rue Marie-de-l'Incarnation, où la vitesse de circulation permise est de 50km/h. Le nouveau Plan d'action en sécurité routière 2023-2028 prévoit de rendre obligatoire, en tout temps, une limite de vitesse maximale de 30 km/h dans les zones scolaires.

Image: Catherine Rainville

## RUE SAINT-VALLIER (SUITE)

EN RÉSUMÉ : LA DÉCISION AU CŒUR  
DU PROJET SOUFFRE D'UN GRAVE  
DÉFICIT DÉMOCRATIQUE.

### Le transport en commun, l'enjeu fondamental et incontournable derrière le sens unique

Le sens unique a comme conséquence de déplacer tous les parcours d'autobus de ce secteur allant vers l'est (vers le quartier Saint-Roch): la 1, la 19, la 80 et la 85. Le RTC et la Ville avouent que les possibilités de parcours alternatifs sont très réduites.

En effet, aucune autre rue ne traverse le quartier en diagonale comme Saint-Vallier Ouest. Aussi, la majorité des rues résidentielles sont étroites avec des intersections serrées.

Malgré tous les efforts pour diminuer les impacts, la desserte « test » proposée pour 2024 entraîne quand même une perte d'efficacité des parcours et une perte d'accessibilité pour le secteur de Sacré-Coeur et pour les organismes communautaires situés sur la rue Saint-Vallier Ouest.

Le sens unique a des impacts considérables pour les citoyens·nes qui dépendent de ce service public pour se déplacer. La décision de modifier ou non toute l'organisation du transport en commun du secteur aurait dû être discutée publiquement.

### Une occasion vraiment manquée

La Ville de Québec doit se questionner sur ses pratiques. L'expertise seule ne suffit pas pour bâtir un projet rassembleur et porteur pour une communauté. Celle-ci doit être réellement impliquée dans le processus, et pas seulement en répondant à des sondages sur des préférences personnelles sans connaître les intentions derrière.

Des consultations viennent justement d'être annoncées pour les rues Marie-de-l'Incarnation, Des Oblats et de la Côte de la Pente-Douce. On ne sait pas encore quels sont les projets derrière. Peut-on avoir espoir que cette fois-ci ce sera différent?

# QUI HABITERA NOTRE QUARTIER?

Par : Ève Sanfaçon

**Qui habitera notre quartier dans un proche avenir? Serons-nous le prochain San Francisco? La plupart des citoyens·nes ne pouvant plus s'y payer un logement ont quitté. Est-ce vers ça qu'on se dirige?**

Je suis guide touristique pour la ville de Québec. Quand ma clientèle me demande où sont les citoyens·nes, je leur explique honnêtement que nous vivons une crise du logement. Des logements pour les résidents·es, il y en a de moins en moins qui sont accessibles.

## Avoir un toit sur la tête c'est un besoin de base!

J'ai le privilège d'habiter une coopérative d'habitation. Depuis bientôt 5 ans, je m'implique dans le comité de sélection. Aux deux semaines, je réponds à minimum 10 demandes de logement. Des gens seuls, mais surtout des familles, qui avec un 5 et demi à 1800\$ ont de la difficulté à arriver financièrement. Ils et elles cherchent à se loger convenablement sans devoir couper dans d'autres besoins essentiels, comme la nourriture et les vêtements.

Ce dont les citoyens·nes ont besoin, ce sont des 5 1/2 à 800\$, des 4 1/2 à 700\$ et des 3 1/2 à 600\$. Dans les coopératives d'habitation, on retrouve ces logements. Pas dans les tours à condos locatifs. Voici ce qu'on trouve sur le marché :

UN 4 1/2 EN BASSE-VILLE SE LOUAIT EN MOYENNE À  
1143\$ PAR MOIS SUR KIJIVI L'AN PASSÉ!

Quand on vit avec la crainte de ne pas savoir si on va se faire évincer de son logement ou qu'il soit augmenté de façon abusive alors qu'on est déjà pris·e à la gorge, on constate que le logement est vu comme une marchandise. Qu'on nous utilise pour faire des profits. En pleine crise du logement, nos options pour se loger de façon convenable, il n'en reste plus beaucoup. On se prive pour le bénéfice de certains·es.

## On fait quoi?

Accepter des logements trop petits, insalubres ou mal entretenus?

Quitter pour un quartier qu'on n'a pas choisi en craignant que le même scénario recommence à chaque fois?

**UNE COOPÉRATIVE D'HABITATION,**  
c'est un immeuble ordinaire (ou un ensemble d'immeubles), petit ou grand, neuf ou âgé, où habitent des personnes qui sont à la fois locataires de leur logement et collectivement propriétaires de l'immeuble<sup>2</sup>.

## Vous aimez Le CARILLON? Appuyez-nous!



Le journal le Carillon est une initiative financée par le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur (CCCQSS) et les revenus publicitaires.

**VOUS VOULEZ AFFICHER DANS LE JOURNAL,  
CONTACTEZ-NOUS : INFO@CCCQSS.ORG**

**POUR NOUS SOUTENIR, FAITES UN DON :**



## Mon quartier, je l'aime et je veux y rester

Ce que les citoyens·nes du quartier Saint-Sauveur aiment, et moi la première, c'est habiter dans un quartier avec un fort sentiment d'appartenance – on se reconnaît entre voisins·es – et où les valeurs humaines et solidaires sont fortes. Je ne sais pas pour vous, mais j'aimerais que ça le reste et que ceux et celles qui y vivent déjà puissent continuer à le faire.

Donc, je suis en faveur pour la transformation du quartier, mais que cela se fasse dans le respect des gens qui y habitent déjà. Oui à la construction de nouveaux logements, mais il faut des logements à prix accessibles.

PRIORISONS LES PROJETS DE COOPÉRATIVE (IL EN  
MANQUE), PAS LES PROJETS D'APPARTEMENT DE LUXE.  
ÇA, IL N'EN MANQUE PAS!

Pour que fleurissent les coops, réservons les terrains aux groupes de citoyens·nes et aux organismes qui veulent construire du logement social accessible. Ne laissons pas les promoteurs envahir notre quartier avec des appartements hors de prix!

<sup>1</sup> RCLALQ (2023), Crise du logement, on s'enfoncé encore plus, <https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2023/06/On-senfoncé-encore-plus-Kijiji-2023-RCLALQ.pdf>

<sup>2</sup> Le Droit (2010), Qu'est-ce qu'une coop d'habitation? <https://www.ledroit.com/2010/02/25/quest-ce-qu'une-coop-dhabitation--11896cd53b4ce613c0a2e535676276e1/>

# MERCI, DANIELLE

Par : Frédérique Sénéchal

**En juin 2022, j'ai intégré le CA du CCCQSS. Je dois vous avouer que je ne savais pas vraiment à quoi m'attendre. Comme dans à peu près toutes les implications dans ma très courte carrière de militante, c'est probablement né d'une discussion passionnée et enflammée autour d'une cigarette.**

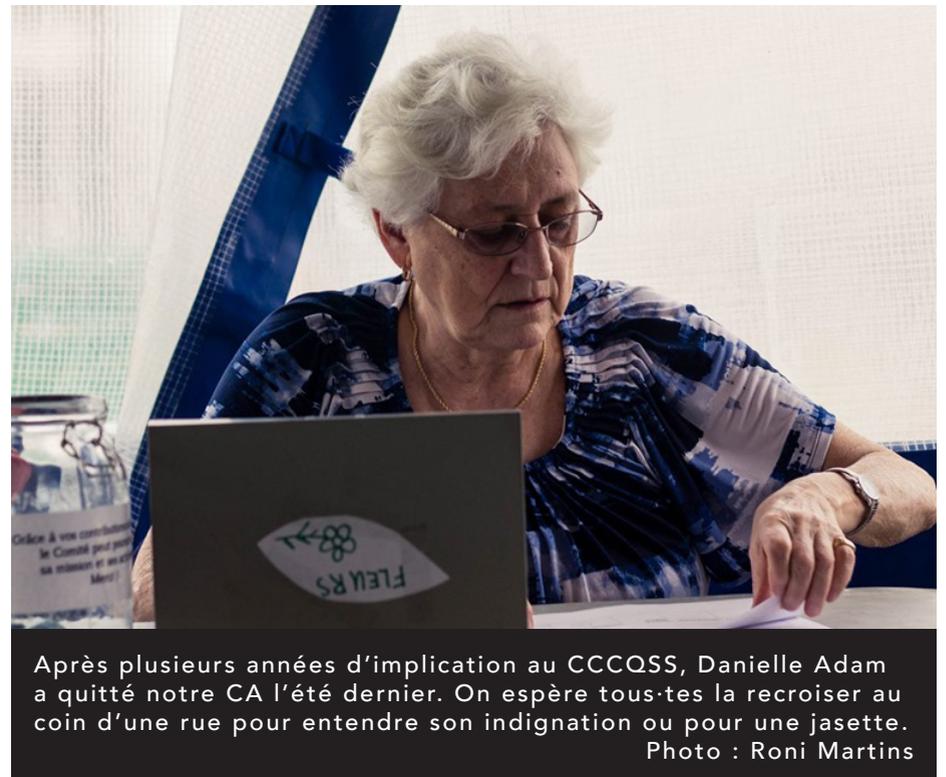
Puis là, j'ai commencé dans le vif du sujet. Je mets les pieds à un premier CA, puis un deuxième et un troisième. J'essaie d'observer les dynamiques, de comprendre, de m'adapter. C'est particulier, les mouvements militants : sur papier on est tous·tes d'accord, mais en pratique, on demeure des individus à part entière, avec nos histoires, nos parcours de vie, nos luttes. Personnellement, quand j'arrive dans un nouveau milieu, j'analyse. Je ne fais pas ça par stratégie ou pour jouer quelconque jeu, mais simplement parce que j'ai un profond respect pour les gens qui étaient là avant moi. Parce que je trouve ça important d'avoir l'humilité de dire que je ne sais pas tout et, de toute façon, c'est pas ça, justement, la force du collectif ?

Dans le milieu communautaire comme ailleurs dans la société, on constate un certain clash générationnel. On va se le dire, le mouvement communautaire des années 70, ce n'est pas celui d'aujourd'hui. Le monde a changé, le politique a changé. On n'est pu dans l'temps où qu'on pouvait appeler un ministre sur son téléphone personnel entre Noël et Jour de l'an pour lui remettre sous l'nez les promesses qu'il nous avait faites.

LE MONDE A CHANGÉ. POUR LE MIEUX OU POUR LE PIRE, JE NE SAIS PAS, MAIS Y'A UNE CHOSE QUE JE SAIS, C'EST QUE SANS DES MILITANTES COMME DANIELLE PENDANT LES DERNIÈRES DÉCENNIES, ON N'AURAIT PAS LA CHANCE DE VIVRE NOTRE SAINT-SAUVEUR COMME ON LE VIT AUJOURD'HUI.

Danielle, quand je l'ai rencontrée, j'ai senti quelque chose de familier en elle, comme une brise de réconfort et, pourtant, je ne l'avais jamais côtoyée. Au départ, ce sentiment de familiarité me questionnait beaucoup. À travers les ordres du jour, les assemblées, les priorisations, j'ai compris. Un jour, y'a quelque chose qui s'est allumé en moi quand j'ai entendu Danielle s'indigner solidement et j'me suis dit : c'est ça, j'la connais Danielle.

Plusieurs le savent déjà, je viens d'une famille de femmes fortes, féministes et indignées. J'ai entendu ma mère s'insurger de devoir expliquer l'équité salariale à son frère pendant 30 ans. J'ai vu ma mère s'enflammer pour les CPE, se réveiller la nuit pour haïr Gaétan Barrette et pleurer les CLSC. J'ai grandi dans ce monde-là, entourée de Danielle. Les Danielle, elles se sont insurgées pour que des femmes comme moi puissions nous insurger à notre tour, pour que nous soyons féministes tant qu'il le faudra.



Après plusieurs années d'implication au CCCQSS, Danielle Adam a quitté notre CA l'été dernier. On espère tous·tes la recroiser au coin d'une rue pour entendre son indignation ou pour une jasette.  
Photo : Roni Martins

La colère des Danielle, elle est d'une vivacité déconcertante à travers les années. La colère des Danielle, elle a sûrement changé avec les années, mais je suis persuadée qu'il n'y a rien de plus puissant, de plus fort, de plus mobilisant, que l'indignation des Danielle. Savez-vous pourquoi ?

PARCE QUE CETTE VIGUEUR, CETTE FORCE DE CARACTÈRE, C'EST DE L'AMOUR. SANS CET AMOUR-LÀ DE FEMMES FORTES ET INVESTIES COMME DANIELLE, JE N'AURAI PAS LE PRIVILÈGE AUJOURD'HUI DE CONNAÎTRE LE SENTIMENT D'APPARTENANCE À MON QUARTIER.

Danielle, ce que je retrouve en toi, c'est l'histoire de générations de femmes en colère qui ont fait le choix réitéré, luttent après luttent, d'espérer mieux. Pas par intérêt, mais par amour. Danielle, j'ai envie de te dire merci. Merci d'avoir fait partie de ces femmes, de ces collectifs, de ces militantes, qui avez eu le courage de sortir du sentier pour le faire, votre propre chemin. Un chemin assez large pour qu'on puisse marcher les unes à côté des autres. Je sais Danielle que parfois, il y a des jeunes comme moi qui oublient tout le travail que ça a demandé de le débroussailler ce chemin-là. Pis je sais que le patriarcat et le capitalisme n'ont jamais arrêté de nous enlacer pour nous ramener là où ils jugent qu'on doit aller. Je sais que parfois, vous avez peut-être peur qu'on baisse la garde et qu'on perde le nord révolutionnaire, mais j'te jure Danielle qu'on va continuer. Même quand des fois, je ne sais plus trop où je m'en vais, quand les luttes sont longues, quand j'me sens complètement épuisée et que j'perds le sens de tout ça, je continue.

ENFIN, IL Y A QUELQUE CHOSE QUE JE NE VAIS JAMAIS PERDRE GRÂCE AUX DANIELLE SUR QUI MES FONDATIONS REPOSENT : L'AMOUR DU COLLECTIF.

Merci Danielle, en mon nom personnel, au nom de tous·tes les militant·es du CCCQSS, mais aussi au nom des citoyennes et citoyens dont la plupart ne se doutent même pas que c'est grâce à des gens comme toi qu'ils se sentent ici, chez eux. C'est ça, l'amour.

# ENTREVUE AVEC BENOÎT CÔTÉ, DIRECTEUR DE PECH

Par : Amélie Audet

**Entre 2018 et 2022, selon le recensement provincial, le nombre de personnes en situation d'itinérance visible\* dans la ville de Québec aurait grimpé de 536 à 736. D'après les experts-es, ce nombre est largement sous-estimé et a continué d'augmenter de manière importante en 2023. Devant ce constat, le milieu communautaire sonne l'alarme face à une crise de l'itinérance qui ne fera que s'amplifier, si rien ne change. Entretien avec Benoît Côté, directeur de l'organisme Pech (Programme d'encadrement clinique et d'hébergement).**

## **Détresse en hausse et interventions plus complexes sur le terrain: l'effet de la pandémie**

« On en parle souvent, de la pandémie, mais on n'a pas fini de mesurer l'impact que ça a eu comme communauté, comme société. » C'est l'un des premiers constats que lance Benoît Côté au cours de l'entrevue.

En effet, depuis la pandémie, il observe une intensification de la détresse dans tous les arrondissements de la ville: augmentation des appels pour de la violence conjugale, des problématiques d'anxiété, de santé mentale, des crises suicidaires... Une situation qu'il n'avait jamais vue en 30 ans de travail dans le milieu communautaire.

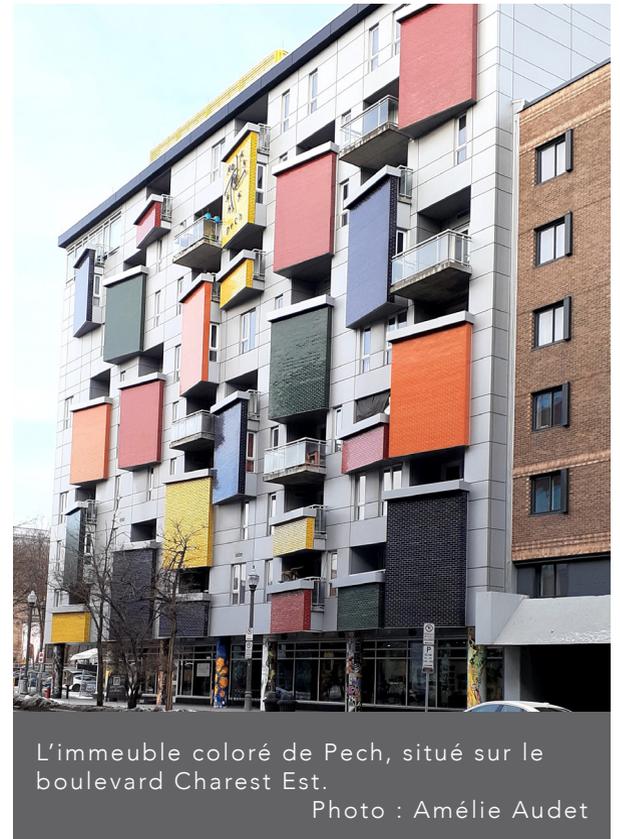
À cette hausse de la détresse s'ajoute celle de la consommation de drogues de rue, telles que les amphétamines, ou encore, plus récemment, celle du fentanyl. Selon le directeur de Pech, cela entraîne des défis pour les intervenants-es sur le terrain. « C'est vraiment quelque chose qui a accéléré l'agressivité et l'impulsivité », remarque-t-il.

En effet, il explique que certaines personnes vont consommer pour rester éveillées lorsqu'elles passent la nuit dehors, entre autres pour ne pas se faire voler leurs effets personnels. Sauf que, ajoute-t-il, lorsque ça fait une, deux, trois journées qu'une personne n'a pas dormi et qu'elle consomme, elle peut manifester des comportements qu'elle n'aurait pas eus autrement.

Ainsi, même si les équipes de Pech sont habituées aux crises psychotiques, qui sont complexes et douloureuses pour les personnes qui les vivent, lorsque s'ajoute un contexte de consommation de drogues, l'intervention peut être plus ardue. « Ça arrive à l'occasion qu'on se fait menacer, comme intervenants-es, par des gens qui sont sous l'emprise de ces amphétamines-là ». Une situation qui est plus fréquente qu'il y a 10 ans.

Ce contexte n'est pas sans rappeler les défis de cohabitation en Basse-Ville de Québec, notamment dans le quartier Saint-Roch. « Je comprends le citoyen lambda qui ne travaille pas nécessairement au quotidien avec la problématique de la toxicomanie, de l'itinérance, d'avoir parfois peur, parce qu'à Pech, on a parfois peur de comportements liés aux substances ».

**L'ITINÉRANCE VISIBLE** fait référence à la forme la plus connue de l'itinérance. C'est celle que l'on voit dans la rue et dans les refuges. L'itinérance cachée fait référence à l'hébergement transitoire (chez de la famille, des amis-es, des proches ou des inconnus), souvent appelé « couchsurfing », sans certitude sur la durée ou la sécurité de cet hébergement<sup>1</sup>.



L'immeuble coloré de Pech, situé sur le boulevard Charest Est.

Photo : Amélie Audet

## **Trois conditions pour une réduction majeure de l'itinérance à Québec**

Comment, dans ce contexte, « prendre soin de la communauté, de la cohésion sociale et du vivre ensemble », pour reprendre les mots de Benoît Côté?

Selon lui, « il ne s'agit plus de s'accuser les uns les autres » en renvoyant la responsabilité entre le CIUSSS, les organismes communautaires et les différents paliers de gouvernement.

“IL EST IMPORTANT QUE LES CITOYENS-NES SE SENTENT RASSURÉS-ES PAR UN PLAN D'ACTION. MOI, JE SUIS PARTISAN D'UNE RÉDUCTION DE L'ITINÉRANCE MAJEURE À QUÉBEC, MAIS ÇA VA SE FAIRE À TROIS CONDITIONS: UN, UNE VOLONTÉ POLITIQUE, DEUX, DES BUDGETS ET TROIS, UN PLAN CONCERTÉ, PARTAGÉ, OÙ ON VA OSER SORTIR DES FAÇONS HABITUELLES DE FAIRE”.

## 1- Une volonté politique

La volonté politique, Benoît Côté la constate du côté du municipal, notamment devant l'engagement du maire Marchand à « donner un coup de barre important pour réduire l'itinérance ». Il déplore toutefois l'absence d'une action forte du côté du provincial.

LE PROBLÈME, ANALYSE-T-IL, C'EST QU'IL Y A, AU PROVINCIAL, UN GOUVERNEMENT COMPOSÉ D'HOMMES ET DE FEMMES D'AFFAIRES QUI SEMBLENT ASSEZ PEU PRÉOCCUPÉS-ES DE LA QUESTION SOCIALE.

« Je sais que ce gouvernement-là n'est pas pire que les autres avant lui par rapport à l'itinérance, précise Benoît Côté, mais entendons-nous qu'il y a une sorte d'échec, au Québec, de l'ensemble des gouvernements des 25 dernières années à regarder cette question-là de façon sérieuse. »

Il rappelle qu'il a souvent fait, dans les 10 dernières années, appel à un meilleur financement des groupes communautaire. Sans résultat. « Je ne ressens pas d'écoute. Je n'ai pas de retour. Je n'ai pas ce pouvoir là, même quand je parle au nom du mouvement communautaire. Nos regroupements n'ont pas réussi à capter l'attention des gouvernements. »

## 2- Des budgets et du monde payé... comme du monde

En ce qui concerne les budgets, la deuxième condition pour une réduction de l'itinérance, « il faut les multiplier par 4 ou 5 », estime-t-il, soit bien plus que les nouvelles sommes annoncées récemment par le ministre responsable des Services sociaux, Lionel Carmant.

À cela s'ajoute le fait que les intervenants-es du milieu communautaire ont des salaires nettement moindres que dans les institutions publiques. « Les salaires du communautaire, par exemple, ne peuvent pas combler tous les besoins actuels avec l'inflation ». Ainsi, trouver des intervenants-es dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, avec des salaires peu compétitifs, « c'est la tempête parfaite » pour une diminution de ces services essentiels. »

Déjà, certains organismes de la ville sont contraints de réduire leurs heures d'ouverture ou de fermer des volets de service pour mieux payer leurs employés-es. Une situation intenable.



Accueil de Pech et du Café Sherpa, espace ouvert à tous. Diverses activités y sont organisées et des œuvres individuelles et collectives y sont exposées. Ses heures d'ouverture sont du lundi au vendredi entre 9h et 16h.

Photo : Amélie Audet

**PECH** est un organisme communautaire qui vient en aide à des personnes vivant avec diverses problématiques (troubles de santé mentale, toxicomanie, judiciarisation, itinérance). Les services offerts comprennent notamment le soutien communautaire, un service de crise et de post-crise, une maison d'hébergement et le soutien au logement.

Pour en savoir plus : [infopech.org](http://infopech.org)

## 3- Un plan concerté et partagé

S'inquiétant déjà pour l'hiver à venir, le directeur de Pech déplore une vision à court terme, année après année, en matière d'itinérance.

“POUR SORTIR LES GENS DE LA RUE, IL FAUT SORTIR DU MODÈLE TRADITIONNEL DE L'URGENCE, C'EST-À-DIRE DE L'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE D'URGENCE, PARCE QUE C'EST PAS UN PARCOURS RÉSIDENTIEL, L'ITINÉRANCE ET LES REFUGES”.

Selon lui, la « colonne vertébrale » d'une stratégie de réduction de l'itinérance devrait être le développement d'une offre de logements aux personnes itinérantes, avec un accompagnement par des intervenants-es.

Et ce type de modèle, ça fonctionne. Des exemples dans le monde et à Québec le prouvent. Ainsi, à Québec, Pech et d'autres partenaires de l'itinérance ont participé à sortir 225 personnes itinérantes chroniques de la rue depuis 2016, grâce au programme *Logement D'abord*. Le tout, avec une toute petite équipe de 7 ou 8 personnes.

Si le milieu communautaire avait plus de budget, explique Benoît Côté, il serait possible de former une nouvelle équipe Logement D'abord à Québec, voire même deux autres équipes. Imaginez les résultats.

## Agir ensemble : le pouvoir des citoyens·nes

Quel est le pouvoir des citoyens·nes devant cette crise de l'itinérance? Selon le directeur de Pech, il est possible d'agir à petite échelle. La mobilisation citoyenne, c'est d'abord sensibiliser les gouvernements à l'impact positif de l'existence des organismes communautaires sur leurs milieux.

Il prévoit d'ailleurs que le milieu communautaire devra, d'ici un an ou deux, sortir sur la place publique afin de revendiquer de meilleures conditions de travail pour le personnel. « À ce moment-là, on pourra peut-être demander aux citoyens·nes de nous appuyer : par une pétition à l'Assemblée nationale, une manifestation... Peut-être parler à leur député, écrire des lettres aux lecteurs ». Tout ce qui pourrait faire que le gouvernement se dise « Ah, le mouvement communautaire s'il est plus là demain matin, ce sera pas joli ». Parce que, s'inquiète-t-il, « mon tableau de bord, il est allumé en rouge partout ».

## À nous d'y être.

<sup>1</sup> GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2022), L'itinérance au Québec - Deuxième portrait, <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-003477/>

# LE PROGRAMME ÉQUIMOBILITÉ : UNE TARIFICATION PLUS ACCESSIBLE POUR LE TRANSPORT EN COMMUN

Par : Cyane Topalović Tremblay

Le 1er mai 2023, la Ville de Québec met en action le programme ÉquiMobilité. Après une dizaine d'années de lutte citoyenne, le Collectif pour un Transport abordable et accessible à Québec (TRAAQ) - ainsi que ses groupes membres - est fier de cette avancée majeure en termes de droit à la mobilité.

Ce programme de tarification sociale vise à faciliter l'accès au transport en commun aux personnes qui se qualifient sur la base de leur revenu. En d'autres mots, cette initiative permettra à pas moins de 54 000 adultes vivant en situation de pauvreté d'acquérir des titres de transport à 33% de rabais.

LA TARIFICATION SOCIALE C'EST UN TARIF SPÉCIAL À MOINDRE COÛT POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ.<sup>1</sup>

## En route vers la gratuité!

Bien qu'il s'agit d'une première et importante phase pour la tarification sociale à Québec, il est important de rappeler que le travail se poursuit auprès de la Ville. Un comité de travail veillera à la bonification constante du programme, notamment en ce qui a trait à l'augmentation du pourcentage de rabais dans une perspective de gratuité.

En plus de la diminution du coût de certains titres de transport, le comité de travail vise entre autres :

- que l'inscription au programme soit plus simple;
- que le programme soit diffusé plus largement;
- que l'ensemble des titres de transport soit à tarif réduit.

Afin de faciliter votre compréhension du programme ÉquiMobilité et d'apprendre rapidement si vous pouvez en bénéficier, voici quelques vignettes explicatives. Si des questions demeurent, n'hésitez pas à communiquer avec la permanence du Comité de citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur!

CETTE INITIATIVE PERMETTRA À PAS MOINS DE 54 000 ADULTES VIVANT EN SITUATION DE PAUVRETÉ D'ACQUÉRIR DES TITRES DE TRANSPORT À 33% DE RABAIS.

**Programme ÉQUIMOBILITÉ**

**Rabais pour le transport en commun dans la l'agglomération de Québec**

Comment ça marche?

COMITÉ DES CITOYENS ET CITOYENNES DU QUARTIER SAINT-SAUVEUR

## Mais le droit à la mobilité, qu'est-ce que c'est?

L'organisme Accès transports viables (ATV) conçoit le droit à la mobilité comme un droit fondamental, puisque la capacité à se déplacer est essentielle. Elle est essentielle au sens qu'elle permet la réalisation des autres droits fondamentaux tels le droit au travail, le droit au logement, le droit à la santé, le droit à l'éducation, etc<sup>2</sup>. En considérant ainsi la mobilité, il apparaît évident qu'elle permet à toute personne d'assurer son inclusion en société en lui offrant un moyen d'accès, non seulement aux services essentiels et aux activités culturelles ou de loisirs, mais aussi à une participation citoyenne active.

LA MOBILITÉ EST UN DROIT QUI PERMET D'ASSURER NOTRE INCLUSION EN SOCIÉTÉ !

En ce sens, comment peut-on réfléchir collectivement à diminuer les inégalités sociales face à ce droit ? Certes, le programme d'ÉquiMobilité vient jouer sur cet obstacle majeur à la mobilité pour les personnes vivant dans une grande précarité, mais ce n'est pas suffisant : la lutte continue et sur différents fronts! Si vous vous intéressez au droit à la mobilité dans sa globalité et dans une vision plus intersectionnelle, je vous invite à suivre le projet Femmes et mobilité (femmesetmobilité.org) ainsi que le TRAAQ (traaq.org).

<sup>1</sup> TRAAQ (2023), Tarification sociale basée sur le revenu, <https://traaq.org/solutions/tarifictionsociale/>

<sup>2</sup> ATV (2023), Droit à la mobilité, <https://transportsviables.org/visions/droit-a-la-mobilite>

## 1. ÉQUIMOBILITÉ, C'EST QUOI ?

Le programme ÉquiMobilité vise à faciliter l'accès au transport en commun pour les personnes à faible revenu.



Le RTC vous offre un **rabais de 33 %** sur :

- le tarif général de la passe mensuelle et
- des billets 1 passage.

La passe mensuelle de 94,50\$ est réduite à **63,00\$** et le billet 1 passage est réduit de 3,40\$ à **2,25\$**.



## 2. QUI EST ADMISSIBLE ?

Vous êtes admissible si vous appartenez à l'une des catégories suivantes :

- **Vous recevez l'aide de dernier recours ;**
- **Vous utilisez le Service de transport adapté de la Capitale (STAC) :** vous êtes automatiquement admissible. Communiquez directement avec le RTC ;
- **Votre revenu annuel personnel** (si vous êtes une personne seule) **ou familial** (ligne 275 de l'avis de cotisation provincial et ligne 236 de l'avis de cotisation fédéral) **se situe sous le seuil de faible revenu :**

1 personne : 29 380\$	5 personnes : 61 920\$
2 personnes : 36 576\$	6 personnes : 69 835\$
3 personnes : 44 966\$	7 personnes et plus : 77 751\$
4 personnes : 54 594\$	

## 3. COMMENT S'INSCRIRE? (EN PERSONNE)

### A. Présenter une demande d'admissibilité à la Ville de Québec

1. **Remplir le formulaire sur place ou à l'avance** disponible sur le site web de la Ville de Québec:



<https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/deplacements/programme-equimobilite.aspx>

2. **Préparez les documents à apporter avec vous:**

- Une pièce d'identité avec photo
- Une preuve de revenu (Avis de cotisation de l'année 2021 ou 2022; Carnet de réclamation; autre preuve officielle du gouvernement du Québec ou du Canada)
- Un relevé de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) (si vous avez des enfants à charge)



## 3. COMMENT S'INSCRIRE? (EN PERSONNE)

### A. Présenter une demande d'admissibilité à la Ville de Québec (suite)

3. **Allez présenter vos documents et votre formulaire** à l'un des 2 bureaux suivants :



- La Cité-Limoilou (500 rue du Pont, 4e étage)
- Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge (1130, route de l'Église, 2e étage)

- **On vous remettra votre preuve d'admissibilité.** Vous aurez **30 jours** pour chercher votre carte OPUS Équimobilité.



## 3. COMMENT S'INSCRIRE? (EN PERSONNE)

### B. Chercher sa carte OPUS Équimobilité du RTC

• **Amener votre preuve d'admissibilité à l'un des 5 centres de services du RTC:**

- Centre d'information et service d'accompagnement en mobilité intégrée : 820, avenue Ernest-Gagnon
- Centre d'information Saint-Joachim : 884, rue Saint-Joachim
- Pharmacie Brunet Laurier : 2700, boul. Laurier
- Pharmacie Uniprix : 369, rue de la Couronne
- Pharmacie Horizon Santé - Les Galeries de la Canadière : 2485, boul. Sainte-Anne



## 3. COMMENT S'INSCRIRE? (PAR LA POSTE)

Les étapes sont semblables. Il faut envoyer par la poste :

1. le formulaire rempli
2. une photocopie des documents
3. une photo récente de soi-même

Toutes les instructions sont disponibles :

- Par téléphone : appeler au 311
- Sur le site de la Ville de Québec:

<https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/deplacements/programme-equimobilite.aspx>

# LE DOSSIER NOIR : FINANCER UN PROGRAMME UNE DETTE À LA FOIS

Par : Danielle Lambert

**En février dernier, l'Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADD SQM) publiait un dossier portant sur les dettes des personnes assistées sociales envers le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.**

## **Les évasions fiscales pour les riches, les invasions fiscales pour les pauvres**

Ce dossier comprend un recueil de témoignages, qui porte sur les dettes des personnes assistées sociales envers le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. L'objectif de ces témoignages est de faire connaître les règles absurdes et discriminatoires imposées aux personnes assistées sociales, aggravant ainsi leurs situations de précarité et de vulnérabilité.

Le dossier noir ne s'est pas écrit en un jour. Il s'est forgé à force de constats, d'indignation et avec pas mal de colère. Les personnes qui y ont contribué par leur témoignage ont fait preuve de beaucoup de courage.

L'endettement envers le ministère responsable de l'aide sociale, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, est une réalité bien présente et méconnue. On s'imagine mal comment un programme d'aide de dernier recours, qui vise à soutenir les personnes en situation de pauvreté, peut développer des mécanismes d'endettement venant précariser encore davantage les gens qui y ont recours.

Le Dossier noir naît de la volonté de faire connaître cette réalité trop souvent vécue par les personnes recevant l'aide de dernier recours et de dénoncer les mécanismes de la loi qui les permettent.

L'ADD SQM sentait depuis longtemps le besoin de mettre en lumière les pratiques douteuses du ministère responsable de l'aide sociale et de vous les partager.

Si vous souhaitez prendre connaissance de ce dossier, vous pourrez le trouver sur le site de l'ADD SQM ou vous procurer une copie à l'Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain.

<https://www.addsqm.org/dossier-noir-sur-les-dettes-a-laide-sociale-envers-le-ministere-de-lemploi-et-de-la-solidarite-sociale/>

**LE GOUVERNEMENT A LA RESPONSABILITÉ DE S'ASSURER QUE TOUT LE MONDE PUISSE COUVRIR SES BESOINS DE BASE, ET CE, SANS DEVOIR CONTINUUELLEMENT AVOIR RECOURS AUX DONS ET AUX BANQUES ALIMENTAIRES.**



Depuis plusieurs années, nous organisons une action de visibilité avec l'organisme Rose du Nord et l'ADD SQM-Rive-Sud, dans le cadre de la journée de la guignolée des médias. Voici le texte que nous avons envoyé dans le cadre de cette action.

## **Pour se nourrir et se loger à l'année : la guignolée, c'est une solution temporaire!**

L'élimination de la pauvreté ne se fait pas à coup de panier de denrées, de monnaie de fond de tiroir, de baisse d'impôts ou par quelque chèque ponctuel.

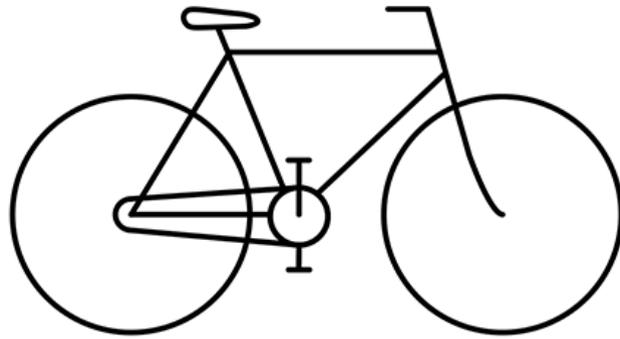
L'État se ferme les yeux sur les vrais défis auxquels nous, les personnes en situation de pauvreté, faisons face et se déresponsabilise dans l'élaboration de solutions réellement aidantes. C'est bien beau recevoir des paniers à Noël, mais il y a 11 autres mois où c'est majoritairement de la poussière qu'on retrouve dans nos garde-mangers. Les crises du logement, inflationniste et climatique ont de graves conséquences sur nous.

**NOUS DEMANDONS AU PREMIER MINISTRE ET À LA MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, CHANTAL ROULEAU, DE METTRE EN PLACE DES MESURES STRUCTURANTES QUI VISENT L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ. LES SOLUTIONS SONT LÀ, LES GROUPES COMMUNAUTAIRES LES MARTÈLENT DEPUIS DES DÉCENNIES.**

Le prochain Plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale doit paraître au début de l'année 2024. Nous nous attendons à y voir de réelles mesures visant à éliminer la pauvreté. Les prochaines modifications attendues avec la modernisation de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, prévue au printemps prochain, procureront enfin, on l'espère, un réel levier pour vivre dans la dignité.

**À suivre!**

*Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur...*



## Vélo Basse-Ville

*(sans jamais oser le demander)*

→ Le magasin de vélos de Saint-Sauveur depuis 2019 ←

• Vente de vélos • Pièces et accessoires • Entretien et réparation

❖ **Nous sommes détaillants des vélos Brodie!**

- Vélos utilitaires, toutes routes (incluant «gravelle») et de cyclotourisme
- Polyvalents, vendus parfaitement montés en magasin et garantis

❖ **Nous sommes détaillants des vélos cargos Yuba Bikes!**

- Transformez votre *run* de lait familiale quotidienne (ou votre vie!)
- Plus rapide, plus pratique, moins cher!

❖ **Nous utilisons une liste d'attente de mi-février à mi-septembre!**

- Visitez notre site internet pour vous ajouter à la liste
- Il faut s'inscrire à cette liste pour TOUS les travaux, gros ou petits, *sans exception*, sauf...

❖ **Les travaux suivants sont effectués sur le champ (si possible):**

- Réparation d'une crevaison
- Remplacement d'une chaîne
- Installation d'un accessoire acheté en magasin

❖ **Vélos électriques**

- Nous touchons seulement aux vélos équipés d'un système Bosch ou Shimano, sans exception. Merci de votre compréhension!

# LE PL31 : UN PROJET DE LOI POUR SACCAGER LES DROITS DES LOCATAIRES

Par : Guillaume Béliveau Côté

**Après plus d'un an à la tête du ministère de l'habitation, il serait temps que la ministre Duranceau écoute les locataires et mette en place des mesures permettant d'enrayer la crise du logement.**

Sous le couvert d'actions qui, selon la ministre, devraient freiner la crise du logement, le projet de loi 31 (PL31) ressemble à un cheval de Troie pour saccager les droits des locataires et restreindre le droit au logement. Son adoption nous ramènerait 50 ans en arrière. Les dérives de ce projet de loi sont nombreuses, nous tenons à souligner ici deux des plus néfastes.

La cession de bail permet d'assurer le maintien du prix du loyer entre deux locataires et réduit la possibilité, pour le propriétaire, de faire de la discrimination. En accordant le droit aux propriétaires de résilier le bail, lorsque les locataires veulent le céder, la ministre Duranceau souhaite renforcer le pouvoir des propriétaires avec le PL31.

En plus, les changements apportés avec l'adoption du projet de loi permettraient aux municipalités de faire fi de leur réglementation d'urbanisme et d'accepter des projets immobiliers dérogatoires, sans que les citoyens·nes ne puissent s'opposer. C'est une attaque à la démocratie locale.

Si la Ville de Québec avait eu ce pouvoir l'an dernier, le projet Kali aurait sûrement été accepté sans modification, soit avec seulement 15% de logement abordable (1025\$ par mois). L'adoption du projet de loi 31 aurait permis à la Ville de passer outre certains pouvoirs citoyens qui ont été utiles pour que le projet initial soit modifié (réduction du coût de loyers abordables et ajout de logements subventionnés).

## Des vraies mesures pour enrayer la crise du logement

Depuis l'annonce de ce projet de loi, des organisations de Québec ont formé le Collectif de Québec contre le projet de loi 31. Vous en avez peut-être entendu parler durant le mois de novembre alors qu'ils et elles se sont mobilisés·es pour revendiquer l'abandon de ce projet de loi : occupation des bureaux de la ministre, manifestations, rassemblement festif, tracts, pétitions, mémoires, etc.

Pour freiner la crise du logement, le Collectif contre le projet de loi 31 demande :

- le maintien du droit de cession de bail;
- un véritable programme et un chantier ambitieux pour la construction de nouveaux logements sociaux;
- l'élimination de la clause F qui empêche les locataires de contester la hausse de loyer dans les 5 premières années de construction d'un logement;
- un gel des loyers en attendant un contrôle obligatoire de loyers.



Rassemblement devant le terminal du port de Québec dans le cadre des Rendez-vous de l'habitation de la Société d'habitation du Québec pour dénoncer le projet de loi 31 (28 novembre 2023).  
Photo : Vincent Baillargeon

# LOCATAIRES, vous avez des droits.

**HAUSSES DE LOYER?  
VOUS POUVEZ REFUSER**

**Vous avez un mois pour répondre à l'avis de hausse de loyer.**

**Vous pouvez :**

- accepter
- refuser et rester dans votre logement
- refuser et déménager

**CONTACTEZ-NOUS POUR ÉVALUER  
SI VOTRE HAUSSE EST ABUSIVE OU PAS!**



**DES QUESTIONS?  
Contactez-nous!  
418 529-6158 | [info@cccqss.org](mailto:info@cccqss.org)**

# CRISE DU LOGEMENT : L'ABÉCÉDAIRE

Par : Guillaume Béliveau Côté

## 30%

Pourcentage maximum de ton revenu qui devrait servir à te loger. Au-delà de ça, on considère que tu dois couper dans d'autres besoins essentiels. Dans Saint-Sauveur, plus d'un ménage sur cinq consacre plus de 30 % de son revenu pour se loger.

## Abordable (logement)

Terme utilisé pour détourner de l'argent qui devrait servir au développement de logements sociaux vers les promoteurs privés, en offrant l'illusion que les logements seront accessibles au plus grand nombre. « Abordable » pour qui?

## Besoins impérieux en matière de logement

Situation de plus d'un ménage sur dix dans le quartier. Ces ménages sont incapables de se trouver un logement qui leur coûterait moins de 30% de leurs revenus et doivent se résigner à habiter un logement, qui ne respecte pas les normes de qualité, de taille et d'abordabilité.

## Crise

(Sociétale) Situation de trouble profond dans laquelle se trouve la société et laissant craindre ou espérer un changement profond.  
(Économique) Difficultés économiques dans un secteur particulier consistant en une sous-production ou une diminution importante d'activité.  
(Caquiste) Opportunité à saisir pour transformer un système en y accentuant une logique marchande, sans égard aux impacts sur les populations plus vulnérables. Comme le disait Winston Churchill : « Il ne faut jamais gaspiller une bonne crise. »

## Filtration

Pensée magique que le marché locatif va s'équilibrer si on construit des logements sans égard au coût des loyers mis sur le marché et que des logements abordables vont soudainement apparaître. Mirage qui n'est jamais prouvé par ses rêveurs-euses, mais qui a été déconstruit à plusieurs reprises par des études sur le marché locatif canadien.

## Droits des locataires

Voldemort des caquistes et de la CORPIQ, les droits des locataires ne seraient qu'un prétexte pour freiner la recherche de profits. Comme le sous-entend la ministre de l'Habitation France-Élaine Duranceau: si on veut faire respecter nos droits au Québec, il faut investir dans l'immobilier.

## Logement subventionné

Soutien financier accordé aux propriétaires (social ou privé) lorsqu'ils ou elles hébergent des locataires qui se qualifient au Programme de supplément au loyer (PSL). Ce programme permet aux locataires de déboursier un maximum de 25% de leurs revenus pour se loger.

## Lutte à la gentrification

Lutter contre la gentrification, c'est vouloir transformer un système afin d'améliorer le quartier pour le rendre sain, accessible et agréable tout en permettant à tous et toutes d'y rester et de pouvoir s'exprimer sans égard à leurs revenus, genres, orientations, âges, cultures, religions, pokémons préférés, présence ou non sur Facebook...

## PHAQ (Programme Habitation Abordable Québec)

Nouveau programme gouvernemental sous-financé pour la création de logements sociaux et abordables. Ce programme de soutien financier ouvre la porte au secteur privé dans la construction de logements abordables, diminuant ainsi le nombre d'unités de logements sociaux qui pourront être financés.

## Social (logement)

Logement qui fait partie du bien collectif et qui existe en dehors de la logique du marché. Ces OBNL, Coopérative et HLM n'ont pas pour but de faire des profits en louant un bien, mais d'assurer que tous et toutes aient accès à un toit sans égard à leur revenu.

## TAL (Tribunal administratif du logement)

Lieu presque fantôme où il est presque impossible d'avoir accès aux services sans avoir accumulé trois baccalauréats et un cellulaire dernier cri. Si vous n'êtes pas pressés-es, vous devriez recevoir une décision rendue dans les années 40 (2040) aux problèmes qui modifient le courant de votre vie.

## Taux d'inoccupation

Pourcentage de logements inoccupés dans un secteur. On estime le taux d'équilibre à 3%. Taux inversement proportionnel au bonheur des propriétaires et à l'effort de garder des logements salubres, aux évictions, aux rénovictions, etc. Plus le taux est bas, plus les propriétaires se trouvent en position de pouvoir face aux locataires qui n'ont que très peu d'options lorsqu'ils et elles cherchent à se reloger.

**Saint  
-Suave**  
Librairie & Café

Café, thé, viennoiseries maison, sandwiches et bien plus!

Vente de livres neufs et usagés

Événements culturels

Location de salle et traiteur

440 boulevard Charest Ouest  
581-491-4504  
stsuavelibrairiecafe@gmail.com



# PROMENADE NOCTURNE EN HOODIE ROUGE : LA RIVIÈRE, LA NUIT

Par : Éloïse Gaudreau

Par un soir frais du mois de septembre, ma mère, en proie à un rhume de saison m'interpelle: « Va donc chez mon oncle Bertrand me chercher une bouteille de gin et un petit pot de miel. Fais-ça court, passe par la rivière, mais ne parle à personne, et surtout, ne touche pas aux rats musqués.» J'en ai plus qu'assez de faire des courses pour ma mère. Déjà que je dois faire mon propre lavage et passer l'aspirateur une fois par semaine, là, elle exagère.

J'attrappe mon hoodie rouge, celui qui a des trous pour passer les pouces. J'aime ça. On n'a jamais assez chaud à l'entre-doigt, surtout ce soir. J'ai la flemme de sortir. En tout cas. Je lace mes Converse et j'y vais.

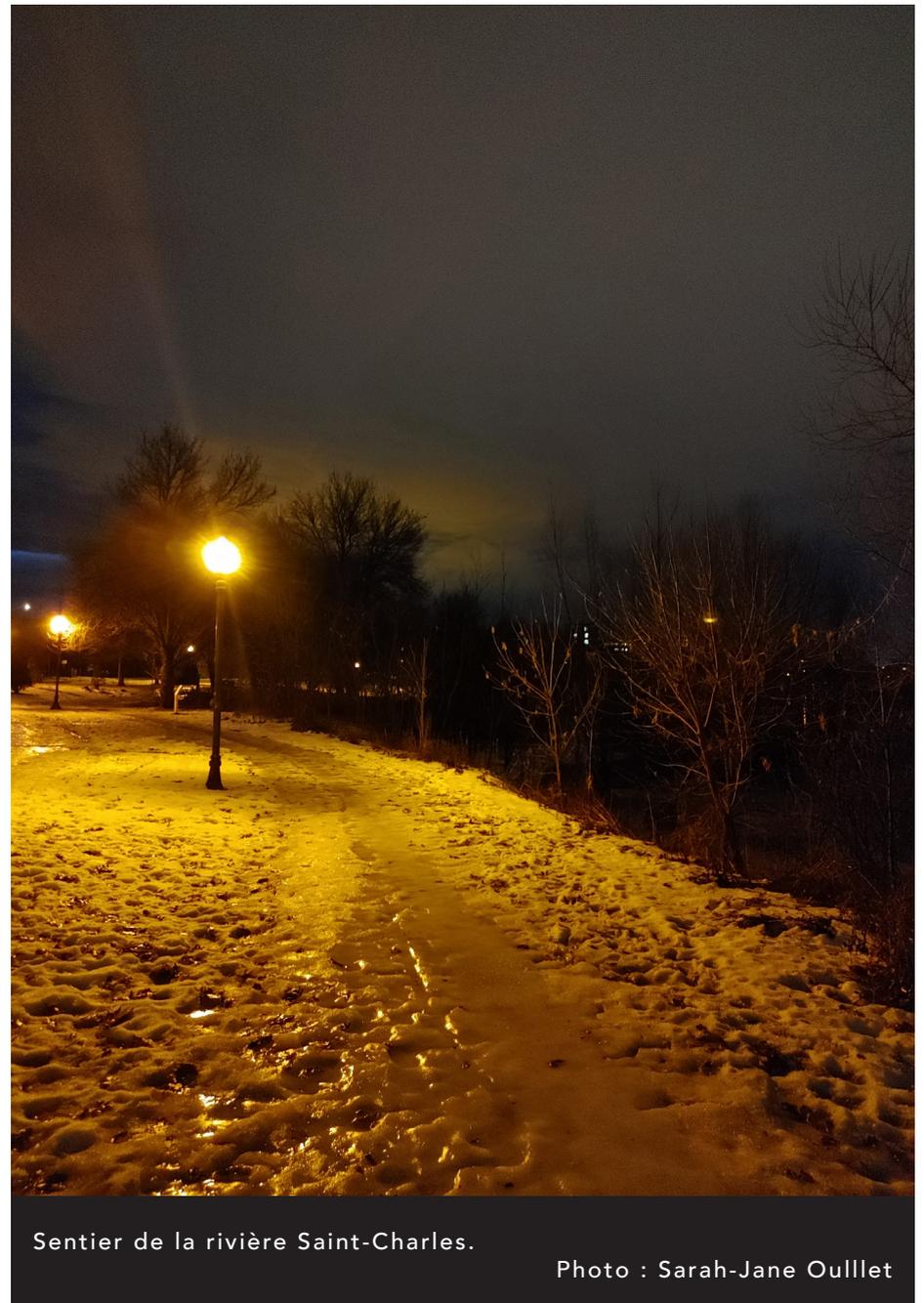
Dehors, ça frissonne quand même. C'est un soir sans lune, une nuit de Saint-Sauveur ou y'a juste ceux qui ont des chiens qui sortent pour un dernier pipi du soir. Celui du chien, là. Quoique. Je vois souvent des gens faire pipi dans les buissons. Y'a pas ben ben de toilettes publiques dans le coin, pis j'imagine que des fois, faut ce qui faut. Mais bon. Beurk quand même. Je me tiens loin des buissons.

Je presse le pas en descendant Bigaouette, jusqu'au bord de la rivière, où je tourne vers la passerelle des Trois-Soeurs. Je me retourne pour jeter un regard au lampadaire, le dernier avant un boutte. Crisse que c'est sombre, pareil, le bord de la rivière.

L'odeur, le froid, la noirceur. Je me trouve dans une longue section entre deux lampadaires, il fait noir. Noir comme chez le loup, justement. J'appelle ma mère sur mon vieux flip phone.

- Allô, m'man, c'est moi. C'parce que tout le monde sait comment elle finit cette histoire-là. J'ai pas envie de me faire voler mon linge par un vieux creep qui va aller se coucher dans le lit de mononc Bertrand en se faisant passer pour lui.

- Ma fille, c'est pas exactement ça, la fin de l'histoire, mais c'correct, retourne sur Renaud pis pogne moi du miel à l'Intermarché à la place.



Sentier de la rivière Saint-Charles.

Photo : Sarah-Jane Oullet

**Vous voulez écrire dans Le Carillon?**

**Vous avez un récit à partager?**

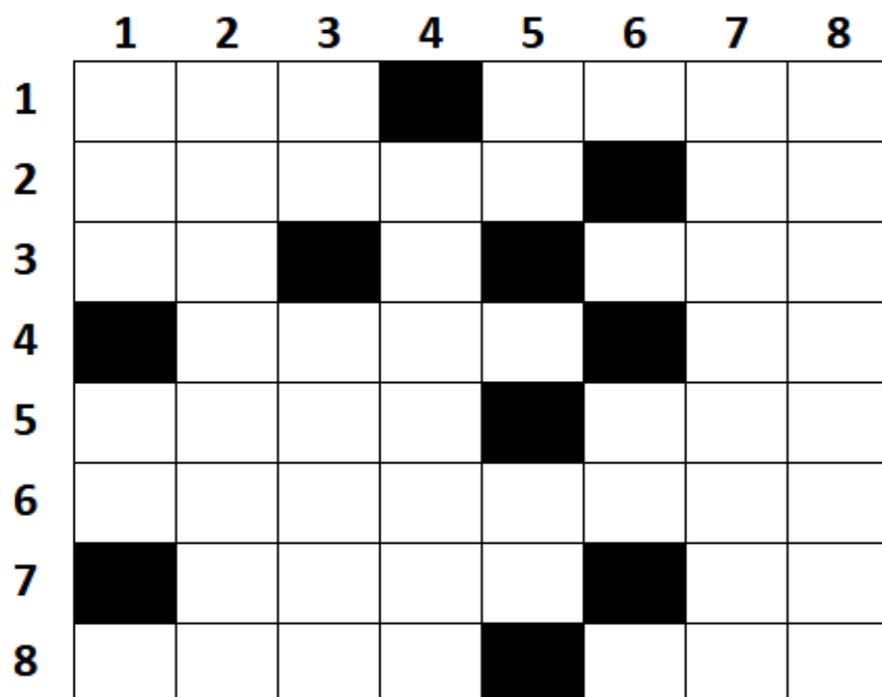
**Vous voulez vous impliquer dans le journal?**

Vous souhaitez participer à la création du journal le Carillon? Nous sommes toujours à la recherche d'auteurs·trices, de personnes pour réfléchir à des sujets d'articles, prendre des photos et/ou aider à la relecture des articles.

Intéressé·e?

**Contactez Sarah-Jane**  
**par téléphone : (418) 529-6158**  
**par courriel : sarah-jane.o@cccqss.org**

## Mots croisés



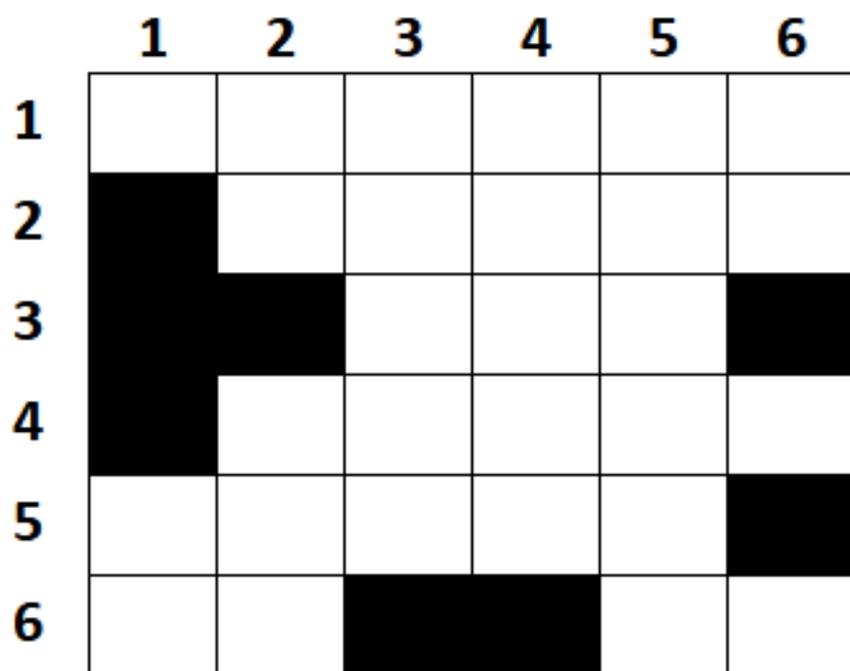
### HORIZONTAL

1. Pas encore adulte. Déesse hindoue de la destruction.
2. Au dos du recto. Fleuve de Sibérie.
3. Chrome. Indication géographique protégée.
4. Les locataires en signent un pour se loger. Fin de soirée.
5. Dououreux aux pieds. Résonance magnétique nucléaire.
6. On y prépare les repas.
7. Particule élémentaire. Venu au monde.
8. Base(...). Saison chaude.

### VERTICAL

1. Accident vasculaire cérébral. Copie conforme.
2. Tambour en poterie du Maghreb.
3. Métal brillant. Police d'écriture.
4. Étage le plus bas possible d'un immeuble.
5. La cession de bail pourrait le devenir. Moderne.
6. Radon.
7. Le gouvernement a enfin reconnu qu'il est en crise.
8. Qui n'a pas été pensée.

## Mots croisés - Enfants



### HORIZONTAL

1. Animaux qui aboient.
2. Récompense américaine donnée à un film.
3. Ce qu'on gagne dans une loterie.
4. Mot pour saluer.
5. Action faite dans un canot pour avancer.
6. Initiales d'air climatisé. Conjonction de coordination.

### VERTICAL

1. Dieu du soleil chez les Égyptiens.
2. Cri du Père Noël. On porte un (...) à dos.
3. Une des trois grandes religions.
4. On y va pour apprendre, sauf quand il y a grève.
5. Un yogourt sans saveur est (...).
6. Abréviation de sénior.

## Sudoku

<b>9</b>		<b>3</b>			<b>7</b>			<b>8</b>
<b>1</b>	<b>7</b>	<b>4</b>			<b>5</b>			
	<b>6</b>		<b>3</b>				<b>5</b>	
	<b>4</b>	<b>7</b>		<b>9</b>			<b>2</b>	
		<b>5</b>		<b>3</b>		<b>1</b>		
	<b>9</b>			<b>2</b>		<b>5</b>	<b>7</b>	
	<b>3</b>				<b>6</b>		<b>1</b>	
			<b>9</b>			<b>8</b>	<b>4</b>	<b>6</b>
<b>4</b>			<b>1</b>			<b>3</b>		<b>7</b>

NIVEAU : FACILE

### SOLUTION DE MARS 2023

	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>
<b>1</b>	R	A	T	O	N	L	A	V	E	U	R
<b>2</b>	A	G	A		I	A		I	O	T	A
<b>3</b>	T	R	I	C	E	N	N	A	L		G
<b>4</b>	M	E	S	A	N	G	E		I	N	O
<b>5</b>	U	A		S	T	E		J	E	A	N
<b>6</b>	S	B		T			M	O	N	O	D
<b>7</b>	Q	I	G	O	N	G		C		S	I
<b>8</b>	U	L	U	R	U		L	O	T		N
<b>9</b>	E	I	A		S	A	I	N	E	S	
<b>10</b>		T	R	I		L	E	D		P	I
<b>11</b>	R	E		E	C	U	R	E	U	I	L

# LA SURDITÉ, L'AQEPA FAIT LA DIFFÉRENCE

Par : Gabrielle Piquer

**La surdité est une différence souvent invisible et inconnue qui interroge notre manière de communiquer. Dans un monde majoritairement auditif, vivre avec une surdité, c'est rencontrer des obstacles au quotidien.**

Organisme communautaire situé à Limoilou, l'Association du Québec pour Enfants avec Problèmes Auditifs Québec-Métro (AQEPA-QM), a pour mission de favoriser et promouvoir l'inclusion sociale des jeunes vivant avec une surdité par le développement de leur plein potentiel.

1,5

PRÈS D'UN MILLION ET DEMI DE QUÉBÉCOIS·ES VIVENT AVEC UNE SURDITÉ<sup>1</sup>.

90%

LA PRESQUE TOTALITÉ DES ENFANTS VIVANT AVEC UNE SURDITÉ ONT DES PARENTS ENTENDANTS.

10 000

IL Y A 10 000 PERSONNES QUI COMMUNIQUENT EN LANGUE DES SIGNES QUÉBÉCOISE (LSQ).

**Ces constats provoquent des conséquences sociales à prendre en considération.**

L'isolement social est la première conséquence négative de ce handicap. Ce phénomène est exacerbé par la difficulté à communiquer avec les autres, à participer à des conversations en groupe, à suivre des instructions dans un contexte de travail ou à interagir avec des amis·es et des membres de la famille.

Les barrières de communication engendrent une seconde conséquence de la surdité. L'utilisation d'une langue différente comme la LSQ (langue des signes québécoise) est un obstacle à la communication. De même, il existe des difficultés pour la lecture labiale (capacité à lire sur les lèvres) lorsque l'accès visuel au visage n'est pas possible.

La discrimination est une troisième conséquence. Les personnes vivant une surdité peuvent être victimes de discrimination dans différentes sphères de la vie, telles que l'éducation, l'emploi ou les services de santé.

En somme, la surdité a un impact significatif sur la vie sociale, émotionnelle et professionnelle des personnes qui la vivent.

**Informez sur la surdité pour adopter des bonnes pratiques**

L'association se consacre à trouver des outils et des services contribuant à la réussite éducative et à l'inclusion sociale des jeunes vivant avec une surdité. Mais, aussi, à déconstruire petit à petit les préjugés d'une réalité méconnue.

L'AQEPA est la ressource pour les jeunes et les familles avec une surdité. Plus largement, en permettant à chacun·es de participer pleinement à la vie en société, l'AQEPA s'engage à rendre notre société plus inclusive.

<sup>1</sup> Statistique Canada (2018d). Compilation: Office des personnes handicapées du Québec, 2018



**Votre enfant a une surdité?  
Nous sommes là pour vous aider.**



**Coordonnées :**

**AQEPA Québec-Metro**

**157 Rue des Chênes O local 275,  
Québec, QC G1L 1K6**

**(418) 623-3232**

**<https://aqepa.org/>**

## RETOUR DES MARCHÉS SOLIDAIRES

Tous les mardis à partir du 23 janvier 2024  
16h à 18h

Café Pech-Sherpa  
130 boul. Charest E

Un mercredi sur deux à partir du 24 janvier  
11h à midi

Service amical Basse-Ville  
570 Saint-François Est

Tous les mercredis à partir du 24 janvier  
15h à 18h

Centre Durocher  
680 rue Raoul-Jobin

## FRIPERIE LA BOÎTE À FRIPES

La friperie du Service d'entraide Basse-Ville  
est ouverte :

les mardis 10h à 16h

les mercredis 10h à 16h

les jeudis 10h à 20h

les vendredis 13h à 20h et

les samedis 10h à 16h.

Grands choix, nouveaux stocks à tous les  
jours, petits prix.

Situé au 155 avenue du Sacré-Cœur

## RECHERCHE DE BÉNÉVOLE POUR LE SEBV

**S'IMPLIQUER :** Les bénévoles sont l'incarnation, la force  
et l'image de la véritable solidarité. Ils sont l'une des  
essences de la mission: aide et entraide entre les gens.

Vous aurez la chance, au quotidien, de faire une différence  
dans la vie de plusieurs personnes.

Contactez-nous au 418-529-6889 pour connaître les  
opportunités d'implication au sein de l'équipe du Service  
d'entraide Basse-Ville.

## DÉNEIGEMENT SOLIDAIRE DANS LE QUARTIER SAINT-SAUVEUR

Vous avez plus de 65 ans ou vous vivez avec une incapacité temporaire  
ou permanente?

Vous auriez besoin d'aide pour déneiger votre entrée?

Vous ne pouvez pas vous offrir un service de déneigement?

Contactez les bénévoles du projet de déneigement solidaire de Saint-  
Sauveur au 581-978-1827.

Si vous voulez aider au déneigement et vous impliquer pour aider un·e  
voisin·e à déneiger son entrée, rejoignez l'escouade de déneigement  
solidaire au 581-978-1827.

## HALTE-GARDERIE BASSE-VILLE

Deux éducatrices sont disponibles pour  
accueillir les enfants et leur permettre  
de jouer dans un espace adapté et  
sécuritaire.

### Pour qui?

Les enfants âgés entre 9 mois et 5 ans

### Quand?

Lundi, mercredi  
8h30 à 11h30

Mardi pouspons  
8h30 à 11h30

### Où?

Espace-familles de Commun'action 0-5  
(165 rue de Carillon)

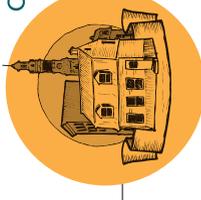
### Inscription obligatoire

Nynon Rivard-Déziel  
418 809-7929

nynonrd@communaction05.ca

# CARILLON

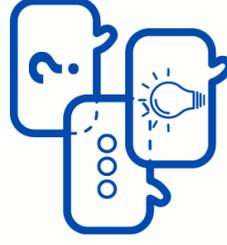
du quartier Saint-Sauveur



## RENCONTRE CITOYENNE

sur la situation de  
l'itinérance dans

St-Sauveur



Mercredi 28 février, à 19h  
au Patro Laval  
(salle Desjardins, au sous-sol)



Lieu accessible!

**Vous êtes préoccupés par l'augmentation de  
l'itinérance dans St-Sauveur?**

**Venez échanger !**

Cette rencontre souhaite ouvrir le dialogue entre les citoyens et les citoyennes du quartier sur le sujet et les différentes préoccupations que cela peut amener.

Pour plus d'informations, contactez Gabrielle:  
→ 418 999-9023 // [mixite.concertation.ss@gmail.com](mailto:mixite.concertation.ss@gmail.com)



L'ÉGLISE SAINT-SAUVEUR RETROUVERA  
SA FLÈCHE!



Le clocher de l'église Saint-Sauveur est en réparation depuis l'automne dernier. Si tout va bien, les travaux devraient être terminés à l'été 2024!

Sécurité piétonne autour  
des écoles

page 4

Itinérance :  
Entrevue avec Benoit Côté  
de PECH

page 8

Équimobilité :  
le transport en commun  
plus accessible

page 10